

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20240830-9963-DE-1-1  
Date de télétransmission : 10/09/2024  
Date de réception préfecture : 10/09/2024

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**

Directeur général



**Pas de Calais Habitat**

4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 30 AOÛT 2024**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Madame DUHEN, Monsieur MALFAIT, Monsieur MELLICK, Madame ROSSIGNOL.

**LIBERCOURT Avenant à la convention de partenariat et de participation financière avec CITEO pour une activité de médiation sur le quartier de la HAUTE VOIE**

---

Direction du territoire Artois-gohelle

Rapporteur : M. [REDACTED]

---

**Convention fixant les modalités de participation financière entre l'association Citéo et Pas-de-Calais habitat relative à des opérations de prévention et d'accompagnement des habitants.**

L'association Citéo sollicite une participation financière pour le financement de son projet d'accompagnement des habitants sur la ville de Libercourt par un éducateur spécialisé. Celui-ci consiste à accompagner les habitants du quartier prioritaire désigné afin d'établir des relations de confiance, de créer du lien social avec les habitants afin d'en faire ressortir des initiatives dans le cadre du bien vivre ensemble.

La ville de Libercourt, dans le cadre du plan d'actions TFPB 2024, souhaite renouveler cette action de prévention initiée en 2023 au sein du quartier prioritaire de la ville ci-dessous :

- Quartier de la Haute Voie comprenant 224 logements Maisons & Cités, 133

## logements SIA et 131 logements Pas-de-Calais habitat

Un engagement financier a été pris au travers du plan d'actions TFPB 2024 délibéré lors du bureau du Conseil d'administration du 19 avril 2024 et en contrepartie de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) accordé par la commune de Libercourt pour l'année 2024 :

- Libercourt : 8 250€

La contribution Maisons & Cités étant de 21 000€ et celle de SIA de 8250€.

L'avenant à la convention 2023 qui fait l'objet de cette délibération a donc pour but de définir les modalités de partenariat et de participation financière entre Pas-de-Calais habitat et l'association Citéo pour son projet d'accompagnement des habitants par un éducateur spécialisé.

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ autorisent le Directeur général ou toute personne habilitée, à signer l'avenant à la convention fixant les modalités de partenariat entre l'association Citéo et Pas-de-Calais habitat,
- ✓ autorisent le Directeur général, ou toute personne habilitée, au versement de la participation financière s'élevant à 8 250 euros TTC à l'association Citéo après signature de l'avenant à la convention en respectant les modalités définies.

Décision adoptée à l'unanimité

**Convention de partenariat**  
**Entre la ville de LIBERCOURT, la Préfecture du Pas de Calais, la région Hauts de France,**  
**la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin,**  
**les bailleurs MAISONS ET CITES, SIA HABITAT, PAS DE CALAIS HABITAT**  
**et CITEO**  
**dans le cadre du projet « Médiation - Facilitation Urbaine Citéo »**

Entre les soussignés

D'une part,

**La ville de LIBERCOURT**, représentée par Monsieur Daniel MACIEJASZ, Maire, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération n°2022/90 en date du 1<sup>er</sup> décembre 2022.

Ci-après nommée « la Ville de LIBERCOURT »

D'autre part,

**La Préfecture du Pas de Calais**, représentée par Monsieur Jean RICHERT, Secrétaire Général adjoint en charge de la cohésion sociale.

Ci-après nommée « la préfecture du Pas de Calais »

D'autre part,

**La région Hauts de France** représentée par Monsieur Xavier BERTRAND, Président.

Ci-après nommée « la Région Hauts de France »

D'autre part,

**La Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin**, représentée par Monsieur Christophe PILCH, Président.

Ci-après nommée « la Communauté d'agglomération Hénin-Carvin »

D'autre part,

**Maisons et Cités**, représenté par Madame Séverine ALDERBOOM, Référente territoriale de développement urbain d'Hénin Beaumont.

Ci-après nommé « Maisons et Cités »

D'autre part,

**SIA Habitat**, représenté par Monsieur Olivier DECORNET, Directeur territorial.

Ci-après nommé « SIA Habitat »

D'autre part,

**Pas de Calais Habitat**, représenté par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général.

Ci-après nommé « Pas de Calais Habitat »

Et,

**CITEO**, association Loi 1901, représentée par Monsieur Jean Michel LEHEMBRE, Président.

Ci-après nommée « CITEO »

Désignés également, ensemble ou séparément, comme les "Parties" ou la "Partie",

## PREAMBULE

### Contexte de la convention

La ville de LIBERCOURT a souhaité renouveler et continuer à développer sa démarche d'accompagnement des habitants du quartier prioritaire De La Haute Voie de LIBERCOURT initiée le 23 mai 2023 par la signature d'une convention partenariale entre la ville, la Préfecture, la Région, la CAHC, Maisons et Cités, SIA Habitat et Pas-de-Calais habitat. Elle a pour cela de nouveau sollicité le concours de l'association CITEO pour continuer de développer cette action de « Médiation Urbaine » au titre de l'année 2024. Ce projet fait suite à la réalisation d'un diagnostic en marchant réalisé avec l'ensemble des acteurs présents sur le territoire dans le cadre de l'utilisation de l'abattement de 30% de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dont bénéficient les bailleurs pour leurs logements sociaux situés dans le quartier prioritaire de la Haute Voie.

A ce titre le programme d'actions 2024 retenu sur la ville de Libercourt prévoit grâce à un partenariat et un cofinancement inter-bailleurs d'unir les moyens pour le recrutement d'un médiateur social dont la gestion est confiée à CITEO.

Dans le cadre de réunions partagées, les parties citées ci-dessus se sont coordonnées en pour définir les contours de cette « Médiation urbaine » articulée autour des objectifs suivants :

- ***Contribuer à la cohésion sociale :***

(Re)créer du lien entre les habitants et promouvoir le bien vivre et agir ensemble,

Impliquer les habitants dans les projets portés par la ville et/ou les structures locales, et contribuer à l'émergence d'initiatives citoyennes,

Faciliter les échanges entre les différents acteurs locaux pour déployer des réponses cohérentes et durables aux problématiques territoriales,

Promouvoir les rencontres et les échanges entre habitants, commerçants, usagers des différents équipements.

Informier et assurer le lien entre les habitants et les porteurs des projets de renouvellement urbain en cours et à venir sur le quartier prioritaire de la Haute Voie.

- ***Favoriser la tranquillité publique :***

Lutter contre le sentiment d'insécurité et réassurer les habitants/usagers,

Prévenir et réguler les conflits d'usage et de voisinage,

Sensibiliser les habitants au respect du cadre de vie,

Activer les relais utiles en cas d'observation de « signaux faibles » : actes de délinquance, décrochage scolaire, isolement, ...

- ***Contribuer à l'attractivité territoriale :***

Valoriser les services, les aménagements, l'offre commerciale et culturelle de la ville auprès des habitants,

Faire du service de prévention et de médiation un atout en terme de marketing territorial.

- **Faire évoluer les pratiques en matière de mobilité :**

Contribuer à réduire l'usage de la voiture individuelle en informant des nouveaux moyens de transport en commun desservant la commune et les territoires,

Inciter à l'utilisation des modes de déplacements doux via les trames viaires et aménagements nouvellement livrés.

## ARTICLE 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties dans le cadre de la réalisation du projet « Médiation urbaine », ci-après désigné "projet", défini par les éléments suivants :

- **Le recrutement d'un médiateur-facilitateur CITEO encadré par un coordinateur territorial CITEO**
- **Projet déployé** sur le territoire de LIBERCOURT (Quartier De La Haute Voie) dans le respect des objectifs cités
- Sur la période entre le **16 juin 2024** et le **15 juin 2025**

## ARTICLE 2. Engagements des parties

En signant la présente convention, **les parties** s'engagent à respecter l'ensemble des obligations découlant de la mise en œuvre globale du projet.

Plus spécifiquement, **CITEO** s'engage dans les termes suivants à :

- Respecter et atteindre **les objectifs cités ci-dessus**.
- Organiser et animer les **comités de suivis locaux** avec les parties **et tout autre acteur local jugé pertinent par les parties**.
- Fournir au médiateur Urbain les équipements nécessaires à la réalisation de ses missions (tenue vestimentaire, ordinateur portable, logiciel métier, téléphone portable...).

**Les parties** s'engagent dans les termes suivants à :

- Contribuer à la **communication locale de l'opération**.
- Garantir **l'intégration de l'action** dans l'écosystème des partenaires et dispositifs existants sur le territoire qui pourra s'effectuer par :
  - La participation d'un ou plusieurs représentants aux comités de suivi de l'action.
  - L'organisation et l'animation de réunion(s) de présentation de Médiation urbaine aux acteurs du territoire.
  - La prise de connaissance des situations rencontrées transmises par le coordinateur et/ou le médiateur suite à certains suivis effectués sur le territoire.
- Participer à l'élaboration du **bilan du projet**.

La ville de Liber court s'engage à mettre à disposition du « Médiateur Urbain » un local lui permettant de mettre et d'enlever sa tenue, de préparer ses missions, de recevoir des habitants ou partenaires si cela s'avère nécessaire et de réaliser ses temps de pause.

### ARTICLE 3. Durée de la convention

La Convention prend effet à compter du **16 juin 2024 pour une durée d'un an.**

### ARTICLE 4. Modalités financières

Le coût de déploiement du dispositif (Projet avec 1 médiateur, 1 coordinateur) s'élève à 47 500€, et sera cofinancé par :

Région Hauts de France : 5 000 € HT

Ville de Liber court : 5 000 € HT

Maisons et Cités : 21 000 € HT

SIA Habitat : 8 250 € HT

Pas de Calais Habitat : 8 250 € HT

Le versement de la subvention sera effectué par virement sur le compte bancaire de l'association, après présentation de la facture dûment établie en son nom pour chacun des montants définis.

CITEO accepte la subvention financière des partenaires dans les conditions fixées par la présente convention et s'engage à l'utiliser dans le cadre du projet « Médiation- facilitation urbaine CITEO » qui en est l'objet.

Il est expressément convenu entre les parties que la participation de l'ensemble des partenaires à ce projet se limite au versement de la subvention financière.

Le montant de la subvention financière est ferme et définitif et ne sera pas modifié en fonction du coût définitif du projet « Médiation-facilitation urbaine CITEO ».

### ARTICLE 5. Suivi du dispositif

Afin de s'assurer de la traçabilité des actions effectuées, un comité de suivi sera mis en place dès le démarrage du projet. Ce comité sera composé d'un ou plusieurs représentants de chaque partie prenante au projet et se réunira à fréquence d'une fois par trimestre.

### ARTICLE 6. Responsabilités et Assurances

Le médiateur et le coordinateur sont placés sous la direction et la responsabilité de **CITEO**. Toutes les missions confiées par **CITEO** seront réalisées dans le strict respect de toute réglementation applicable. **CITEO** s'engage à tenir **les parties** indemnes de toute responsabilité en cas de mise en cause.

**CITEO** déclare et garantit être assurée en responsabilité civile de manière à couvrir les conséquences de tous les dommages dont elle aurait à répondre au titre de la présente convention.

### ARTICLE 7. Communication et utilisation des données et résultats du projet

Les Parties s'engagent à préserver la confidentialité des dispositions de la présente et des informations échangées. Chacune des Parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

**CITEO** sera particulièrement vigilant quant au respect de la vie privée des occupants des logements visités.

**CITEO** s'engage à communiquer **aux parties** toute information, qu'elle serait amenée à connaître, susceptible d'empêcher la poursuite des actions confiées ou de la compromettre gravement.

En tout état de cause et sous réserve des dispositions précédentes, les parties pourront faire librement référence à cette convention de partenariat pour leurs besoins de communication, notamment institutionnelle, interne et externe, sur tout support, pendant toute la durée de la Convention, dans le respect des dispositions des articles précédents.

## **ARTICLE 8. Règlement d'un litige**

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui viendrait à se produire entre elles, à l'occasion de la présente convention, par le biais de la négociation ou d'un autre processus approprié de règlement des différends, avant de recourir à l'action judiciaire.

## **ARTICLE 9. Clause de résiliation et de dénonciation**

Chacun des signataires pourra dénoncer sa participation à cette convention de partenariat en cas de manquement des obligations de CITEO. Toutefois, cette rupture devra être motivée 1 mois avant le démarrage et ne pas nuire au bon déroulement du projet tant sur le plan qualitatif que quantitatif.

## **ARTICLE 10. Election de domicile**

Pour l'exécution de la présente convention, chaque Partie élit domicile en son siège.

## **ARTICLE 11. Code de conduite**

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.



Fait en huit exemplaires, le 16 juin 2024.

Monsieur Daniel MACIEJASZ, Maire de « la Ville de LIBERCOURT »

Monsieur Jean RICHERT, sous-Préfet en charge de la Politique de la Ville de « la Préfecture du Pas de Calais »

Monsieur Xavier BERTRAND, Président de « la Région Hauts de France »

Monsieur Christophe PILCH, Président de « la Communauté d'agglomération Hénin-Carvin »

Madame Séverine ALDERBOOM, Référente territoriale Développement urbain de « Maisons et Cités »

Monsieur Olivier DECORNET, Directeur territorial de « SIA Habitat »

Monsieur Pierre HAEM, Directeur Territorial Artois-Gohelle de « Pas de Calais Habitat »





Monsieur Jean Michel LEHEMBRE, Président de « CITEO »